

## ARRETE TEMPORAIRE N° A\_ 2023 \_ N° 19/23

### REGLEMENTANT LA CIRCULATION ROUTE DE CHATEAUNEUF DU PAPE

6.1.3  
DGS/PM

PUBLIÉ LE 20 JANVIER 2023

#### **Le Maire de la Ville de Sorgues,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et L.2122-20, mais aussi ses articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1,

**VU** la délibération n°DCM-2020-29 de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020 portant élection du Maire,

**VU** les arrêtés en date du 9 juin 2020, 20 août 2020, 27 mai et 16 septembre 2021 par lesquels le Maire délègue ses pouvoirs aux Elus délégués,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 livre I - 8<sup>e</sup> partie - signalisation temporaire ;

**VU** le code de la route et notamment ses articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, et les articles L.325-1 à L.325-3,

**VU** le code pénal et notamment son article R 610-5,

**VU** la demande de l'entreprise ENSIO relative à des travaux de tirage de fibre optique avec intervention de soudure en chambre télécom sur réseau déjà existant route de Châteauneuf du Pape,

**VU** l'arrêté n° 9 portant permis de stationnement temporaire sur le domaine public,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

## ARRETE

**ARTICLE 1** - Dans le cadre de travaux de tirage de fibre optique et soudure en chambre télécom sur réseau déjà existant route de Châteauneuf du Pape, D 17 la circulation des véhicules se fera sur chaussée rétrécie à compter du **30 JANVIER 2023 de 8H00 à 18H00 pour une durée de 8 jours.**

**ARTICLE 2** - L'entreprise ENSIO (Eté Reseau) mettra en place la pré-signalisation et la signalisation réglementaire indiquant ces travaux.

**ARTICLE 3** - Les véhicules prioritaires police, gendarmerie, pompiers devront avoir une libre circulation au cœur du chantier

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la directrice de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux.

SORGUES, le 19 janvier 2023

**LE MAIRE, Thierry LAGNEAU**

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint délégué à la circulation  
Dominique DESFOUR

Certifié exécutoire par le Maire

Compte tenu de la publication

Le 20/01/23

Pour le Maire et par délégation

La directrice de la police municipale

Isabelle THIBAUT